



NUSAB NEWS

2 & 3 AVRIL 2026

EDITO

Après 8 mois de préparation, NUSAB 2026, la 12ème du nom, voit enfin le jour. Près de 250 élèves du bassin annécien deviennent de hauts responsables de l'ONU durant deux jours, votent des résolutions sur des sujets contemporains. Entre journalistes, délégués, présidents de commission et huissiers, les étudiants sont plongés dans des débats intenses et passionnés pour aboutir à un consensus entre tous les pays pour la dignité des enfants dans le monde.

Leurs droits sont bafoués, oubliés et remaniés, certains pays n'hésitent donc pas à en profiter. Les États-Unis l'ont encore démontré en frappant une école à Minab (Iran), tuant ainsi 178 enfants innocents le mois dernier. Les enfants seront donc au cœur des débats, au centre des enjeux, soit le nerf de la guerre.

À la fois acteurs – ils ont un rôle à jouer, un droit d'exister – et victimes – contaminés par un monde malade ;

les différentes commissions auront donc pour objectif de tendre vers une amélioration de leurs conditions. Que ce soit par leur cadre de vie, leur santé mais surtout leur liberté. L'accès à la connaissance est l'autre nom de l'émancipation et pousse à s'exhorter de la servitude volontaire dans le but d'avoir pleinement conscience de ce qui les entoure. L'âge n'est pas une raison pour se servir d'êtres humains comme de simples outils servant à assouvir les volontés systémiques d'êtres vicieux.

Ils ne doivent pas être des « dommages collatéraux dans les conflits » défend Sandra Epal-Ratjen. Ces simples chiffres « si grands qu'on en oublie qu'ils en sont monstrueux » et les rendent « anonymisants ».

En observant et en retranscrivant à travers leurs propres visions le déroulement du NUSAB 2026, notre équipe de journalistes va imager, filmer et rédiger tous les événements marquants de ces deux journées. La paix est déclarée !

DEMAISON Léo

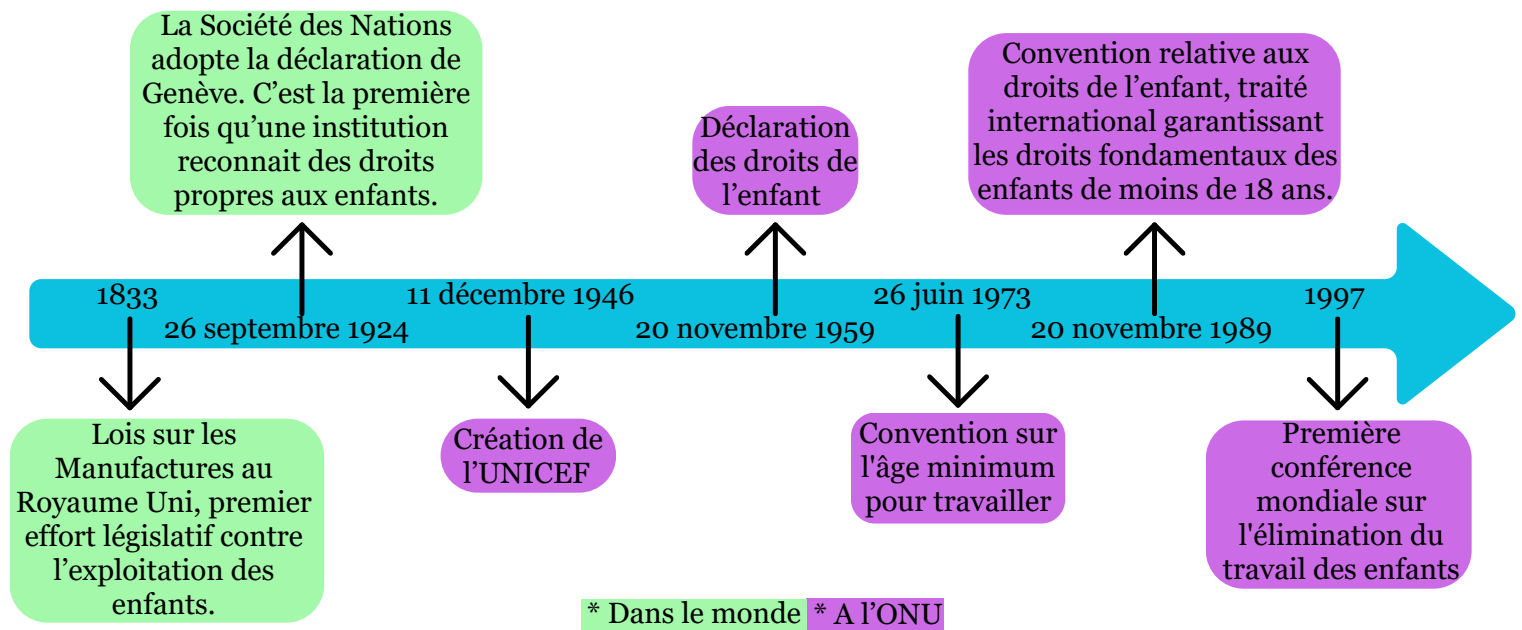


ENFANCE

Des enjeux en chiffres, des avancées en lettres

- **473 millions d'individus** dans le monde soit **1 enfant sur 6** vivent aujourd'hui dans une zone de conflits.
- **1171 enfants** tués en 2022 par le biais de mines antipersonnel au niveau mondial, soit la moitié des victimes de ces armes.
- **330 000 enfants** sont privés de liberté sur la base de leur statut migratoire ou celui de leurs parents.
- **14 millions d'enfants** dans le monde n'ont reçu aucun vaccin.
- **138 millions d'enfants** dans le monde exerçaient encore une activité économique en 2024, dont **54 millions** dans des formes dangereuses mettant en péril leur santé.
- **22 000 enfants** meurent chaque année à cause de conditions liées au travail.

(Sources : ONU, Organisation Internationale du Travail, UNICEF)



POUTHIER Elisa

Mme Epal-Ratjen, invitée exceptionnelle de l'édition 2026 du NUSAB

Une bataille après l'autre

Conviée pour la seconde fois au NUSAB, Mme Epal-Ratjen est une juriste internationale actuellement engagée en tant que directrice juridique au sein de la Commission Internationale de Juristes (CIJ). Titulaire d'un master en droit public et relations internationales, elle a notamment travaillé dans des ONG spécialisées dans le droit à une alimentation accessible à tous.

Elle a accepté d'intervenir au NUSAB car le thème de l'enfance lui tient particulièrement à cœur. Son intervention s'est ouverte sur l'évocation des nombreuses et récentes exactions faites aux enfants. Elle insiste sur l'impératif de les définir comme des individus à part entière, avec des besoins et une dignité qui doivent être respectés, équivalents aux adultes. Cela est essentiel pour défendre leurs droits au-delà de la réalité des conflits. Passionnée par son travail, la juriste tenait à nous faire prendre conscience des difficultés objectives que traverse le droit international aujourd'hui. Elle nous confie à ce titre que « ce n'est pas parce qu'une bataille est difficile que l'on ne la mène pas ».

GIROD Orlana et PARET Ruben



« Le droit international n'est pas mort. »

Le lycée Berthollet a ouvert ses portes le temps de deux journées durant lesquelles l'établissement s'est transformé en une véritable scène de débat international. Dans une atmosphère à la fois solennelle et engagée, la proviseure, Mme Guay, a inauguré l'événement en introduisant le thème central de cette édition : l'Enfance.

Sujet à la fois sensible et fondamental, l'enfance interroge directement l'avenir de chaque nation. Derrière les discussions diplomatiques, c'est bien le destin de millions d'enfants à travers le monde qui est en jeu.

Les chiffres évoqués par la juriste de droit international Madame Epal-Ratjen ont profondément marqué l'assemblée. Selon les estimations récentes des organisations internationales, des centaines d'enfants sont tués ou blessés chaque mois dans des zones de conflits, notamment à Gaza, en Ukraine ou encore au Soudan où la situation est particulièrement alarmante : environ 18 millions d'enfants ne sont aujourd'hui plus scolarisés, conséquence directe de la guerre civile et de l'effondrement des infrastructures éducatives. À Gaza, les bombardements ont causé des pertes massives parmi les civils, dont de nombreux enfants, tandis qu'en Ukraine, les frappes répétées continuent d'impacter lourdement les populations les plus vulnérables.

Ces territoires, bien que différents, partagent une même réalité tragique : les enfants y sont les premières victimes des conflits. Comme cela a été rappelé par notre invitée lors de la conférence, « un enfant qui grandit dignement, c'est un monde qui avance ».

Face à ces constats, le rôle des participants prend tout son sens : parler, débattre et négocier pour ceux qui ne le peuvent pas, afin de faire émerger des solutions authentiques et durables.

Lors du discours de Mme Epal-Ratjen, mentionnant notamment les millions d'enfants privés d'éducation au Soudan, des réactions d'effroi et de compassion étaient visibles.

Le terme de « générations sacrifiées » s'est imposé comme une évidence, résonnant auprès des élèves et leur restant en tête durant le déroulé du NUSAB. Une expression lourde de sens, qui rappelle l'ampleur des conséquences de ces crises et l'urgence d'agir.

Ainsi ces mots consciencieusement choisis ont ouvert la voie à une journée tournée vers ce partage d'engagement pour un combat plus que persistant pour le droit des enfants.

La beauté de ces discours émane du partage de valeurs, au-delà des différences géopolitiques, telle que l'union pour ce combat, ravivant la flamme du droit international.

Regroupés par pays, les élèves des lycées du bassin annécien se sont réunis dans la salle de l'Assemblée générale, s'imprégnant de l'atmosphère de ces deux journées. Malgré le cadre formel imposé par leurs rôles de diplomates, ils ont su faire preuve d'une grande humanité. L'évocation des données, notamment celles concernant les violences et les privations subies par les enfants, a suscité une vive émotion. À travers leurs attitudes empreintes de maturité, ils ont démontré une véritable prise de responsabilité.

MONTMAYEUR Alix

La Rédaction

Directrice de publication :

Laurence Maurin

L'équipe du journal :

Ellea Blas

Emma De Gaalon

Léo Demaison

Camille Fuzat

Orlana Girod

Pauline Hovasse

Amina Kadric-Arnaut

Romain Llinares

Daniel Marengo

Sacha Maunoury

Alix Montmayeur

Aymerick Boulesteix

Ruben Paret

Valérie Pascoli

Elisa Pouthier

Crédit Photo : Elisa Pouthier,

Mathys Voisin



Lycée Berthollet
9 bd du lycée, Annecy
Tirage 300 exemplaires
Imprimerie Spéciale

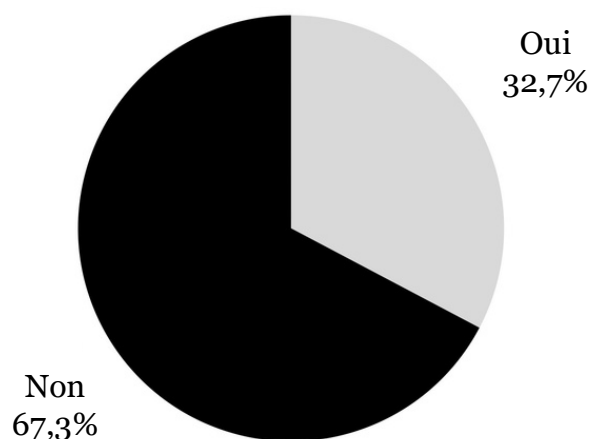
Consequences of gender inequality

Mrs. Natalie Roschnik, representing Save the Children UK, has dedicated her life to safeguarding children's rights. In front of the commission of the UN Women, she expressed the urgency of the situation in order to protect girls from violence globally.

Today, millions of girls worldwide continue to endure severe forms of abuse simply because of their gender. Current estimates suggest that one in five girls globally experiences sexual violence during childhood. In Niger, a country with the highest rates of child marriage, an alarming 76% of girls are married before the age of 18.

Protecting girls is not only a moral imperative but also essential for building a smoother and sustainable world. Organizations like Save the Children, established in 1919, play a pivotal role in addressing these challenges at a global scale. Their work encompasses emergency response, long-term advocacy, education, and community engagement. But yesterday, some representatives claimed that things need to be done urgently and efficiently. The representative from Niger faced this harsh reality and stood with a clear position : « Awful things are made by people who don't fear laws and sometimes they are fearless because they think they are untouchable. Maybe we should make these people fear the law again ».

KADRIC-ARNAUT Amina, MONTMAYEUR Alix,
HOVASSE Pauline



Accessibilité et ouverture aux débats, d'après un sondage interne lors du NUSAB, une majeure partie des élèves s'assume confiante et prend position lors des discussions pour des alliances.

Sondage mené auprès d'une cinquantaine de délégués le 2 Avril 2026, d'après la question : Avez-vous du mal à être à l'aise lors de la négociation des alliances et prises de parole en général ?

20 millions de nourrissons n'ont pas reçu au moins une dose du vaccin DTC qui protège contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche. Parmi ces nourrissons figurent 14,3 millions d'enfants « zéro dose » qui n'ont jamais été vaccinés, tous vaccins confondus. Ce sont 4 millions d'enfants non vaccinés de trop pour atteindre les objectifs du Programme pour la vaccination à l'horizon 2030. Certains pays progressent, d'autres non, et des maladies comme la rougeole reviennent. Entre les conflits, la méfiance et les manques de vaccin, ces enjeux restent actuels.

AYAD Arua

« Le ton est assez haut, il faut essayer de parler plus fort que l'adversaire tout en restant calme [...]. »

Ambiance quelquefois épineuse lors de la négociation des alliances, selon une déléguée d'une commission du PNUD.

Certains élèves ont regretté une attitude marquant un désir de domination de la part de certains de leurs confrères. La taille des salles qualifiées d'assez petites a contribué à perturber ces alliances, dans une ambiance de tension, chaleur et hausse de ton. C'est tout de même désireux d'apprendre et confiants que chacun des élèves, tous consciencieux de leur rôle, ont tenté de se frayer un chemin dans ce parcours diplomatique.

MONTMAYEUR Alix

UNICEF: Combat pour l'accès à la vaccination

Dans les zones de conflit, la situation des enfants est dramatique. Beaucoup ne sont pas vaccinés, et risquent d'attraper des maladies pouvant être évitées, comme la rougeole ou la poliomyélite. Les hôpitaux peinent à fonctionner, les familles doivent fuir, les enfants souffrent de malnutrition. Les réfugiés, qui n'ont pas toujours accès aux soins, vivent dans des conditions où les maladies se propagent facilement. Face à cette situation, l'UNICEF a mené plusieurs actions : elle organise l'acheminement des aides humanitaires, veille à conserver les vaccins au frais y compris dans des conditions arides et forme dessoignants. Les équipes vont même dans des endroits dangereux ou difficiles d'accès, tout en rassurant les populations. D'autre part, en 2020, l'épidémie du COVID-19 a mis en difficulté l'organisation, des campagnes de vaccination ont été suspendues dans certains pays.

La situation s'est tout de même améliorée comparée aux catastrophes pandémiques car entre 2023 et 2024, plus de 1,5 milliard de doses de vaccin contre la poliomyélite ont été livrées dans 87 pays. L'organisation a aidé des millions d'enfants dans des pays fragiles. Toutefois, le problème est loin d'être

résolu. Malgré ces progrès constants, en 2023, près de 20 millions de nourrissons n'ont pas reçu au moins une dose du vaccin DTC qui protège contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche. Parmi ces nourrissons figurent 14,3 millions d'enfants « zéro dose » qui n'ont jamais été vaccinés, tous vaccins confondus. Ce sont 4 millions d'enfants non vaccinés de trop pour atteindre les objectifs du Programme pour la vaccination à l'horizon 2030. Certains pays progressent, d'autres non, et des maladies comme la rougeole reviennent. Entre les conflits, la méfiance et les manques de vaccin, ces enjeux restent actuels.

AYAD Arua

Du jeu ou de l'ignorance ?

Au cours de la simulation du NUSAB, l'équipe du journal a pu interroger différents délégués dans les six commissions présentes. Des allégations entendues venant de certains membres permanents du Conseil de Sécurité (États-Unis, Chine, Russie) nous ont semblé inattendues. Une interrogation s'est imposée à nous. Certains délégués étaient-ils un peu trop pris par le jeu ? Ou bien n'étaient-ils pas capables de répondre ? S'agissait-il d'une ignorance involontaire, autre nom d'un manque criant d'expertise sur les sujets traités ?

Nous avons donc sollicité les délégués au PNUD (Programme des Nations unies au développement) au sujet du travail des enfants. Un délégué nous annonce de « grandes mesures » mais se confronte rapidement à une réalité toute autre : par exemple une tentative d'alliance avec un État ennemi. Clairement, il s'agit d'une prise d'initiative très

personnelle dans le rôle de porte-parole de sa nation. Dans cette commission d'ailleurs, il a été déclaré que la Fédération de Russie, pour ne pas la nommer, par ses propositions fantasques au regard du contexte actuel, avait fait preuve de « culot ».

Par ailleurs un autre représentant de ce pays nous a confié, non sans maladresse, que les enfants kidnappés et rapatriés allaient devenir des soldats. Pour rappel, un enfant soldat est « toute personne âgée de moins de dix-huit ans recrutée ou utilisée par une force armée régulière » selon la lettre de cadrage du Conseil de sécurité. Nous avons interrogé la représentante russe et membre de la commission « UNWomen » à propos des viols perpétrés par l'armée du Kremlin sur les jeunes filles ukrainiennes. Sa réponse ? « Comme dans toutes les guerres, il y a des actes qui sont commis avec lesquels nous sommes en désaccord ». Une réponse qui a le

mérite d'être plus digne et réfléchi que celle de ses homologues. Nous constatons un manque de coordination entre les délégués.

Mais ce n'est pas tout. Certains pays, plutôt que de répondre, préfèrent nier les accusations ou les faits (avérés) mais tentent de se donner le beau rôle, en vain. Demandons aux Ouïghours. L'ignorance, c'est leur *force*. Il y a les États qui refusent la discussion et nous laissent penser, soit que les accusations contre eux sont réelles et qu'ils ont peur des répercussions, soit qu'ils ne savent pas répondre à cause d'un manque de connaissances (ou de recul ?) sur un sujet en particulier. En revanche, ce n'est pas parce qu'ils décident de ne pas réagir qu'ils ne s'engagent pas. Au contraire.

Un grand jeu d'alliances se dessine, un camp dominant contre un autre dominé. Un exemple flagrant : l'approbation de la candidature de la Palestine au Conseil de sécurité. Le vote fut rapide, les États-Unis contre le reste du monde. Même le président du Conseil de sécurité se trahit par un lapsus : « La candidature de l'État de Palestine dans l'organisation des Nations Unies au Conseil général est approuvée ». Échec et mat, le roi de Washington déçu et déchu. Beaucoup de tensions et de compromis, mais l'enjeu est de ramener « la paix sur une planète saine ».



Photo prise par VOISIN Mathys

BOULESTEIX Aymerick

Au NUSAB comme à l'ONU

Le 2 mars dernier, le début du Conseil de sécurité de l'ONU a beaucoup fait parler de lui. Pour la première fois depuis 1945, la présidence de cette assemblée n'a pas été attribuée à une ambassadrice, mais bien à Melania Trump, première dame des USA. En parallèle, le NUSAB a débuté, en abordant la même thématique que l'ONU : l'enfance. Les similitudes des tenants et aboutissants entre NUSAB et ONU sur plusieurs commissions sont révélatrices. En effet, stratégies et alliances sont mises en place dans le but de faire voter sa résolution. Les limites de ces assemblées générales ont été plus que jamais exacerbées et les puissances dominantes ont dirigé ces conseils.

Melania Trump a quant à elle soutenu un discours axé sur la vision du savoir comme source de résolution de conflits (par le biais d'une paix fondée) par l'accès universel à la connaissance, grâce à l'IA. Cet optimisme contrastait avec le pragmatisme et l'urgence dont a fait preuve la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, pour qui « [nous] faisons face au nombre de conflits armés le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale ». Le nombre de civils tués est « le plus élevé depuis des décennies ». Et lorsque la guerre éclate, les enfants figurent parmi les premières victimes.

Un enfant sur cinq dans le monde, soit 473 millions, vit aujourd'hui dans une zone de conflits ou a fui les combats.

Les viols et autres formes de violences sexuelles ont augmenté de plus d'un tiers. « Ces chiffres horribles devraient nous pousser à faire davantage pour protéger les enfants en temps de conflit », a insisté la responsable. L'évocation par Rosemary DiCarlo d'un danger d'ampleur inédite contraste énormément avec les propos prononcés au lendemain d'une attaque menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Effectivement celle qui clamait que « le conflit naît de l'ignorance » et « le savoir crée la compréhension » représente un État qui, quelques heures plus tôt, a bombardé une école iranienne à Minab, au sud de l'Iran, faisant 178 morts. Un mois plus tard, des situations similaires sont observées au NUSAB.

débattent afin de véhiculer leurs idées et faire voter leurs amendements. Cette prise de conscience globale par tous les pays représentés est unanime. De plus, la plupart des pays apportant leur soutien aux enfants, comme la déléguée de la République populaire de Chine appellent à « la sécession [cessation, ndlr] des violences commises [...] envers les enfants ». Elle se déclare prête à mener des actions dans les pays d'Afrique comme la RDC ou la Somalie. Outre l'implantation sur ce continent par les Chinois pour des intérêts économiques et militaires.



La volonté de comprendre le rôle joué par les enfants est au cœur du problème, en effet, à ce jour, les alliances et coalitions parfois insolites formées par les délégués représentants

Il semblerait déjà important que celui-ci stoppe l'épuration ethnique de près d'1 000 000 de Ouïghours, dont des enfants, qui se déroule dans son pays. L'enjeu est de taille : les Nations Unies face à l'hypocrisie.

DEMAISON Léo

Tous unis contre les États-Unis

« Pour, 9 voix ; contre, 1 voix ; abstention, 2 voix. »

Ces mots prononcés, à la surprise générale, par le président du Conseil de sécurité résonnent comme un premier pas vers l'intégration de la Palestine dans l'ONU.

L'approbation de cette candidature est historique, en rupture avec les précédents votes. Le dernier remonte au 18 avril 2024, où les États-Unis n'avaient pas hésité à utiliser leur droit de *veto*.

En ce jeudi 2 avril, toutes les délégations favorables à la cause palestinienne craignaient de retrouver ce même scénario. « On attend tous le droit de *veto* des États-Unis » assumait l'ambassadrice chinoise.

En amont du vote, la déléguée états-unienne ne cachait en effet pas son avis sur la question : « Sachant que les États-Unis n'ont pas reconnu l'État de Palestine, ça serait indécent d'accepter un État qui n'est pas un État, et qui est, de plus, en guerre et en instabilité politique ».

Or, le droit de *veto* est précieux, car, selon l'article 18.2 du règlement intérieur du NUSAB, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne peuvent l'exercer que deux fois en phase formelle.

Cela, les délégations présentes l'avaient bien en tête et l'ambassadrice du Royaume-Uni confirme à nos envoyés spéciaux la mise en place d'une « stratégie pour permettre l'écoulement des droits de *veto* des États-Unis ».

Cette stratégie consistait à rédiger certains amendements poussant les États-Unis à se servir de l'ensemble de leurs droits de *veto* avant le moment fatidique.

L'heure de la question palestinienne sonne finalement. Après d'ultimes paroles du Royaume-Uni, de la France, de la Somalie, de la Chine et finalement de la Colombie rappelant leur devoir de se poser comme « défenseur de la dignité du peuple palestinien en le reconnaissant comme membre de l'ONU », place au vote.

Privés de leur arme de refus massif, les États-Unis manifestent un silence pesant dans la salle au moment de l'annonce de l'adoption, réserve créant un vrai contraste avec les applaudissements, les sourires et les poignées de mains qu'on retrouve chez les délégations favorables à cette première étape.

DE GAALON Emma et PARET Ruben



NUSAB Crossword puzzle



Les mots peuvent être cachés horizontalement, verticalement ou en diagonale.

ALLIANCES	BERTHOLLET
DEBATS	DELEGUES
ENFANCE	HUISSIERS
INTERVIEW	JOURNALISTES
JURISTES	PALESTINE
PRESIDENT	RESOLUTIONS
UNIFORME	VETO

Générateur de mots cachés | educol.net

Quand les nations résonnent

« La séance est suspendue pour 2 minutes ». Les voix s'élèvent, comme à l'entracte. Le Conseil de Sécurité jusqu'ici mélodique et harmonieux reprend son tintamarre dissonant. Dans ce larsen montant, je saisis au vol des phrases, comme des notes sans soupirs, et écoute attentivement la musique émergeant de ces brefs échanges. Certaines délégations entament des arpèges de débats, d'autres peaufinent leurs alliances en des accords atténués mais justes, au milieu de ces discordances. Comparé à ce brouhaha

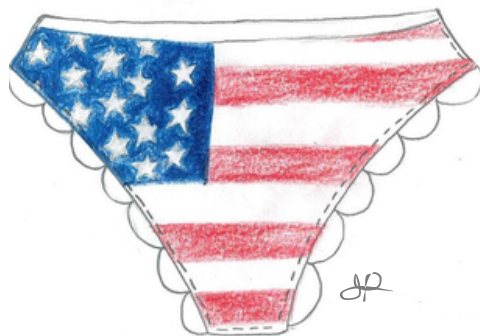


ambient, la minute de méditation, ce matin, est un écho lointain. Ces 60 secondes ont été la levée paisible et lyrique de la grande symphonie du jour. « S'il vous plaît ! Nous allons reprendre la séance, nous vous invitons à vous installer en tâchant de rester silencieux ». La phase formelle reprend, les conversations s'atténuent en decrescendo. À la recherche de nouveaux airs, je m'éclipse discrètement et me dirige

vers la salle de l'UNICEF. En entrant comme dans une pièce anéchoïque, j'entendrais jusqu'aux battements de paupières des participant.e.s. Les clauses sont votées dans une pesanteur muette, rompue par le *staccato* des résultats, motif répétitif et ennuyant. Pas de variations ? Je m'échappe vers une autre commission, à la recherche d'un dernier mouvement. Arrivé au PNUD, je suis emporté par l'*allegro* fluët et énergique des discussions : la phase formelle vibre comme un accord de *do* majeur ! Tant de morceaux différents, mais c'est bien le concert des nations qui se joue. Applaudissements, maestro !

MARENGO Daniel

A l'UNICEF, les vaccins protègent.. mais pas des petits piques entre délégués



Les Etats-Unis ont irrité le Royaume-Uni avec cette simple phrase :

« C'est important qu'on se fasse passer en priorité et qu'après on pense aux autres [...] on a suffisamment financé et on a suffisamment été les gendarmes du monde. »

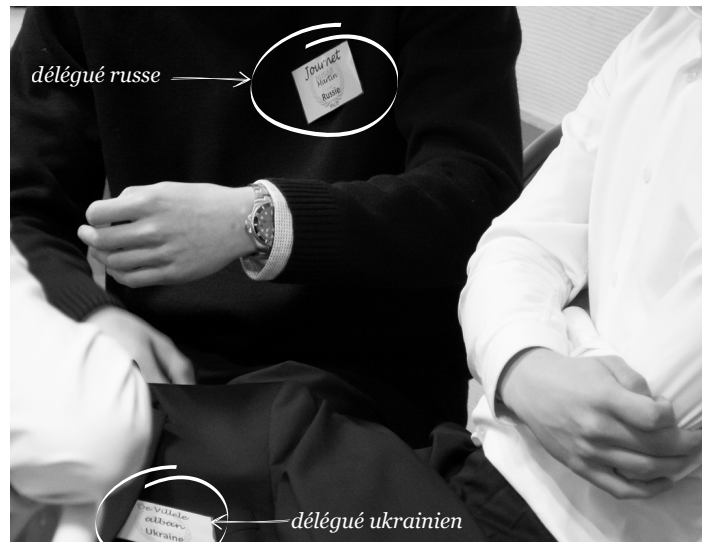
La réponse a été claire : « Je trouve ça **culotté** de dire qu'ils ont beaucoup investi pour les autres pays [...]. Ils tuent des enfants pour en protéger d'autres. [...] Alors, dire que c'est des "gendarmes du monde" alors qu'il y a une insécurité dans le pays est assez **culotté**, c'est très déplacé. »

Amina Kadric-Arnaut

Bruits de couloir

La Putin indigeste

En effet, dans la commission du HCR, le représentant russe se serait montré réticent à toute proposition apportée par les Etats-Unis et ses alliés. La réticence s'est aussi manifestée du côté des Etats-Unis provoquant des échanges sous tension entre les deux nations. En addition à cela, le représentant russe dans la commission du PNUD semblait papillonner en s'alliant avec certains pays plutôt improbables, vu la situation géopolitique actuelle.



Tractage réalisé par POUTHIER Elisa

IA: Inactivité Assumée

Il est remonté que beaucoup de délégués auraient utilisé l'intelligence artificielle (ChatGPT) afin de réaliser leur résolution. Les cadres de commission l'ont remarqué grâce à des signes visibles : mêmes amendements au mot près dans plusieurs lettres de résolution, formulation très similaire, méconnaissance du sujet durant les débats ... Cela questionne la capacité des délégués à rédiger leur résolution et remet en question leur connaissance du sujet. Malgré tout, les cadres des différentes commissions n'ont pas diabolisé l'utilisation de l'IA, comme l'a dit la présidente du PNUD « s'inspirer de l'IA peut être une bonne idée mais il ne faut pas en abuser, et éviter qu'elle remplace notre réflexion ».

BLAS Ellea